(1)

(N° 21.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 NOVEMBRE 1882.

Police sanitaire des animaux domestiques (1).

AMENDEMENTS DU GOUVERNEMENT.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. THONISSEN.

MESSIEURS,

Depuis huit ans, nous sommes saisis d'un projet de Code rural, dont le chapitre VI est consacré à la police sanitaire des animaux domestiques.

Jusqu'ici ce projet n'a pas été discuté.

Ce long retard, justifié par la nécessité de procéder à l'examen d'autres projets urgents, est regrettable. Sauf à l'égard de la peste bovine, le Gouvernement ne possède que des pouvoirs insuffisants pour régler efficacement la police sanitaire des animaux domestiques. Nous nous trouvons sous l'empire de quelques lois françaises surannées, incomplètes et seulement applicables à certaines maladies déterminées. Dans le dernier état de la jurisprudence, l'administration supérieure ne peut plus guère invoquer que les articles 319 à 321 du Code pénal.

Pour remédier à cette situation, l'honorable M. Delcour, alors Ministre de l'Intérieur, nous proposa, il y a quatre ans, de détacher du projet de Code rural et de voter, comme loi spéciale, le chapitre relatif à la police sanitaire

(1) Projet de loi, n° 50 (session de 1877-1878)

Rapport de M. Thonissen sur le titre II du Code rural, n° 117 (session de 1878-1879).

(2) La Commission était composé de MM. TESCH, président, BOCKSTAEL, SMOLDERS, THONISSEN, DE MOREAU D'ANDROY et LEFEBVRE

des animaux domestiques. Dans un projet de loi déposé le 22 janvier 1878, il reproduisit textuellement les articles 94 à 99 du projet cité, sauf une modification dans le taux des amendes comminées à l'article 97, afin de mettre celles-ci mieux en harmonie avec les dispositions des articles 319 à 321 du Code pénal.

Dans une lettre adressée à M. le président de la Chambre et datée du 23 de ce mois, M. le Ministre de l'Intérieur manifeste le vœu de voir discuter sans retard le projet déposé par son prédécesseur. Il y a introduit quelques amendements dans le but d'en rendre les dispositions applicables aux mesures nécessaires pour combattre les insectes nuisibles aux cultures. Ainsi que le dit M. le Ministre, l'opportunité de ces amendements résulte des obligations que le Gouvernement a contractées en adhérant à la convention phylloxérique de Berne. Les mesures prises en exécution de cette convention sont dépourvues de sanction pénale et, sous ce rapport, le Gouvernement est en retard de remplir ses engagements.

La Commission, Messieurs, a l'honneur de vous proposer l'adoption du projet ainsi modifié; mais, en même temps, elle croit devoir maintenir le changement de rédaction qu'elle a fait subir à l'article 98 du projet de Code rural, changement consistant à porter de trois à cinq années le terme fixé en matière de récidive.

Le Rapporteur,
THONISSEN.

Pour le Président,
LEFEBVRE.

PROJETS DE LOI.

CODE RURAL.

TITRE II. — CHAPITRE VI.

POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES.

Projet primitif.	Projet amendé par M. le Ministre de l'Intérieur et par la section centrale.
—	—
ART. 1.	ART. 1.
<p>Le Gouvernement est autorisé à prescrire, par arrêté royal, les mesures que la crainte de l'invasion ou l'existence de maladies contagieuses des animaux domestiques peut rendre nécessaires dans l'intérieur du pays et sur les frontières, en ce qui concerne les relations du commerce avec l'étranger.</p>	(Comme ci-contre.)
ART. 2.	ART. 2.
<p>Une indemnité peut être accordée par l'État à tout propriétaire dont les chevaux ou les bestiaux sont abattus ou dont les fourrages, les récoltes ou d'autres objets mobiliers sont détruits par ordre de l'autorité compétente, en vue d'arrêter la propagation des maladies contagieuses.</p>	<p>Les mêmes pouvoirs sont accordés au Gouvernement pour prévenir ou combattre la propagation des insectes nuisibles aux cultures.</p>
<p>Un arrêté royal règle le taux de cette indemnité, ainsi que les formalités et les conditions auxquelles le paiement en est subordonné.</p>	(Comme ci-contre.)
ART. 5.	ART. 5.
<p>Le Ministre de l'Intérieur peut conférer aux agents de l'administration des douanes, des accises et des forêts, aux officiers et sous-officiers de l'armée, et même à d'autres personnes, le droit de rechercher, dans toute l'étendue du pays et de constater, par des procès-verbaux faisant loi jusqu'à preuve contraire, les infractions aux dispositions prises en vertu de la</p>	(Comme ci-contre.)

Projet primitif.

présente loi. Ces procès-verbaux sont transmis dans les trois jours au procureur du Roi.

Les personnes investies des pouvoirs déterminés dans le paragraphe précédent, qui n'auraient point prêté le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831, le prêteront devant l'un des juges de paix de l'arrondissement.

ART. 4.

Les infractions aux dispositions prises en vertu de l'article 1^{er} et qui ne tomberaient pas sous l'application des articles 519, 520 et 521 du Code pénal, seront punies d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 26 francs à 1,000 francs, soit cumulativement, soit séparément.

En cas de récidive, l'amende est de 100 francs au moins et de 2,000 francs au plus.

ART. 5.

Il y a récidive lorsqu'il a été rendu contre le contrevenant, dans les trois années précédentes, un premier jugement pour un des faits prévus par les règlements portés en vertu de l'article 1^{er}.

ART. 6.

S'il existe des circonstances atténuantes, les peines d'emprisonnement et d'amende pourront être réduites à celles de simple police.

ART. 7.

Tous les trois ans un rapport sur l'exécution de la présente loi et sur l'état sanitaire des animaux domestiques est présenté par le Gouvernement aux Chambres législatives.

Projet amendé par M. le Ministre de l'Intérieur et par la section centrale.

ART. 4.

Les infractions aux dispositions prises en vertu du 1^{er} paragraphe de l'article premier (*le reste comme ci-contre*).

ART. 5.

Les infractions relatives aux règlements pris en vertu du deuxième paragraphe de l'article premier seront punies, soit cumulativement, soit séparément, d'un emprisonnement de 8 jours à un mois et d'une amende de 26 francs à 200 francs.

En cas de récidive, l'amende est de 50 francs au moins et de 400 francs au plus.

ART. 6.

Il y a récidive lorsqu'il a été rendu contre le contrevenant, dans les cinq années précédentes, un jugement pour des faits prévus par les règlements portés en vertu de l'article 1^{er}.

ART. 7.

S'il existe des circonstances atténuantes, les peines d'emprisonnement et d'amende pourront être réduites à celles de police.

ART. 8.

(Comme ci-contre.)

Projet primitif.

—

ART. 8.

Sont abrogés les lois et règlements dont les dispositions sont contraires à la présente loi et notamment l'arrêt du Parlement de Paris du 24 mars 1743, les arrêts du Conseil d'État du 19 juillet 1746 et du 16 juillet 1784, la circulaire du 23 messidor an V sur la police sanitaire des animaux domestiques et la loi du 26 février 1866 sur le typhus contagieux.

ART. 9.

Des arrêtés royaux détermineront les époques auxquelles seront rendues exécutoires les dispositions de la présente loi.

Projet amendé par M. le Ministre de l'Intérieur
et par la section centrale.

—

ART. 9.

(Comme ci-contre.)

ART. 10.

(Comme ci-contre.)